

Najib Akesbi

Economiste marocain.

Najib Akesbi est enseignant-chercheur, professeur à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II (IAV) à Rabat.

Maroc

Février 2022

***L'interview (version PDF) a été revue, modifiée et validée par Najib Akesbi

Habib - D'abord merci beaucoup pour l'accueil. Je me mets un peu dans la condition de ceux qui ne te connaissent pas, j'aimerais te demander de te présenter comme tu le souhaites.

Najib - Bien, d'abord, *Marhaban bikoum*, on s'exprime en français ou en arabe ?

Habib - Comment tu veux, mais de préférence en français parce que ça permet de faire circuler davantage.

Najib - Alors, je suis né le 5 août 1952 à Fès, une quinzaine de jours après l'avènement de Mohammed Naguib, la révolution en Égypte. C'est important parce que mon père était un commerçant et il avait un comptable, évidemment tout le monde à l'époque écoutait Radio le Caire, au Maroc, à Fès en particulier, et emporté par la fougue de « la révolution Najibienne », il est venu proposer à mon père, alors que je n'avais pas encore de prénom, de m'appeler *Najib*, voilà pourquoi je m'appelle Najib. Et vous verrez d'ailleurs, les prénoms de Najib, il n'en existe pas beaucoup, mais ça date un peu de cette période... c'est 1952, 53, 54... pour moi ça a un sens parce que vraiment ça montre à quel point il y avait une symbiose entre les peuples, la révolution égyptienne avait eu un impact partout dans le monde arabe, je pense que j'en suis « l'expression vivante » et en même temps ça a exprimé je pense aussi une... disons une espérance.

A l'époque on était encore sous colonisation et donc un peuple qui, quelque part dans le monde arabe, enfin pas n'importe quel pays arabe, « *oum eddounia* », eh bien c'était important un peuple qui se libérait et donc il y avait de l'interaction, il y avait de la connexion qui était peut-être plus importante qualitativement que celles qui ont lieu aujourd'hui par milliard de messages quotidiens mais qui peut-être dans le fond ne sont pas aussi profondes.

Habib - D'accord, donc ton père était commerçant, ta mère elle avait une activité ?

Najib - Comme toutes les mères de l'époque, c'est à dire femme au foyer.

Habib - Tu as grandi à Fès, jusqu'à quel âge ?

Najib - Jusqu'à l'âge de 17 ans, tout simplement l'âge où j'ai eu mon bac et comme là aussi la plupart...

Je dois dire peut-être que mon père était un commerçant, plutôt grossiste et en même temps aussi détaillant, il faisait dans les équipements ménagers, je peux vous dire qu'il a contribué à faire entrer le mode de production capitaliste dans la médina et dans les campagnes !

Parce qu'il rayonnait autour de Fès, à 300 km autour, il avait beaucoup de clientèle dans les environs, et donc le frigidaire par exemple (on appelait ça le frigidaire à l'époque, le frigo c'était le frigidaire), eh bien beaucoup, beaucoup de maisons marocaines l'ont introduit chez elles, dans leur maison, en l'ayant acquis auprès de mon père. La télévision aussi, évidemment les ustensiles de cuisine, la verrerie, tout ça...

Alors disons qu'en gros, très lucidement, on va dire que ma famille c'était la moyenne bourgeoisie, je dirais légèrement supérieure, pas trop, et mon père avait des valeurs, je pense réellement que parmi les valeurs les plus fortes c'était ce qu'on appelle aujourd'hui le capital immatériel, le capital humain. C'est-à-dire qu'il nous disait : la première, la plus importante des choses, c'est que vous fassiez des études ; je peux ne rien vous laisser comme capital matériel, mais je tiens à vous laisser formés, des gens qui ont une formation et qui sont des cadres porteurs de progrès, et cela, c'était non négociable, le chemin était là, tracé... On était sept enfants, une fille et six garçons... la fille était bien sûr gâtée !...

Habib - Tu es le numéro combien ?

Najib - Je suis le numéro 5 ! On devait donc faire des études, c'était très, très important. Arrivés au bac, on allait, comme c'était la coutume dans les années 60-70, faire nos études en France. Il y avait avant moi l'ainé (Abderrazak) parti en 63 ou 64 faire l'École supérieure de commerce, et après il y a eu ma sœur (Assia), qui était partie à Rouen faire des études de psychologie, et ensuite mon frère numéro 4 (Si Mohamed) parti faire les prépas des grandes écoles, et enfin un frère (Abdelfettah), et moi. Ce dernier avait commencé des études de médecine à Rabat mais comme il y avait beaucoup de problèmes à la fac (grèves, etc.), on est partis tous les deux à Paris, en septembre 1970.

Je me rappelle, ça c'est intéressant, ce sont des souvenirs qu'on n'oublie jamais ! Imaginez j'arrive en septembre 1970. On est accueillis par mon frère Si Mohamed, qui nous avait précédé, qui faisait les prépas, et avait une chambre à la maison du Maroc, à la cité internationale de Paris. On en avait rêvé, on y arrive, et qu'est-ce qu'on découvre ? la maison du Maroc était occupée ! Occupée par des étudiants de l'UNEM, des étudiants de gauche et d'extrême gauche... La maison du Maroc à l'époque passait pour une « zone libérée », c'était « la zone libérée », dans le langage de l'époque. Là, j'étais tombé dans une sorte de grosse marmite « à gauche toute », voilà.

Il y a quand même dans mon parcours quelque chose d'assez paradoxal, parce que j'avais fait des études d'économie et de gestion et donc je partais en France pour faire des études d'économie et de gestion. J'ai fait d'abord un Institut universitaire de technologie où j'avais fait finance et comptabilité puis après, au niveau du deuxième cycle, j'avais passé les épreuves qu'il fallait, et j'avais rejoint Dauphine, l'Université Paris 10, pour faire gestion. Donc je continue mon parcours, j'étais « programmé » si je puis dire, pour terminer cadre supérieur dans une grande entreprise ou expert-comptable, j'avais commencé d'ailleurs les études d'expertise comptable, j'avais fait la moitié du chemin, disons même les deux tiers... Bon vous voyez un peu le profil.

Et puis la politique me rattrape et je dirais peut-être, avant la politique je dirais simplement l'économie de développement, les grands débats qu'il y avait à Paris dans ces débuts des années 70 ...

Habib - Pardon, juste une petite parenthèse, tu t'étais déjà politisé en partant d'ici ou ?

Najib - Honnêtement je dirais que j'avais une conscience politique, je m'intéressais à la

politique, je suivais ce qui se passait aussi bien au niveau de la politique internationale que nationale. Notamment, j'avais moins de 15 ans en 67, mais j'ai vu, j'ai vécu le drame de la *Nakba* de 1967 comme tous les arabes, tous les musulmans, comme véritablement un drame. Je me rappelle aussi l'effet dans la famille quand on a appris la démission de Gamal Abdel Nasser !

C'étaient des moments d'histoire qui étaient vécus de manière extrêmement forte. Et donc, je m'intéressais bien évidemment, la politique m'intéressait, mais je n'avais pas d'appartenance, même je dirais de préférence particulière. Mais en arrivant à Paris, on tombe dans la marmite de la gauche et il y a cette évolution un peu en parallèle avec les études, parce que d'un côté, j'étais parti en France pour travailler, pour obtenir des diplômes et pour avoir une formation, et en même temps je prenais conscience dans ce milieu... et la maison du Maroc mais évidemment tout Paris en fait, était en ébullition permanente.

Habib - 2 ans après 68 ?

Najib - Bien évidemment, et donc par exemple le 29 octobre, on commémorait l'anniversaire de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, on était en plein dedans. Un autre exemple, en juillet 71, c'était moins d'une année après mon départ, il y a eu le coup d'état de *Skhirat*. On a vécu ça de manière extrêmement intense, je me rappelle encore Europe n°1, qui venait à la maison du Maroc interviewer des étudiants. Et tout cela était intensément vécu et donc, j'étais en permanence tiré par la politique et en même temps, j'avais suffisamment de volonté de réussir mes études et je ne faisais pas le choix de l'un contre l'autre mais j'essayais de tenir les deux en même temps.

Mais je dois dire aussi très honnêtement que ce n'est qu'à partir de la troisième, quatrième année d'études (parce que les deux premières années, vous pouvez me croire, c'est très prenant), que j'ai commencé à faire un meilleur équilibre entre mon activité comme militant de l'UNEM puis responsable de l'UNEM, et c'est aussi à partir de la troisième année que je me suis déterminé politiquement. Je suis « entré » alors c'était encore l'UNFP mais qui préparait l'avènement de l'USFP. Il y a eu ce passage de l'ancien UNFP à l'USFP et l'activité militante devenait un peu plus intense, mais en même temps, du côté de mes études, ce qui m'intéressait, c'était à la fois la politique et l'économie de développement. Paris était une plateforme absolument extraordinaire, je « les » ai évidemment tous entendus, tous écoutés : Samir Amin, Gunder Frank, tous les grands de l'économie de développement, Wallerstein, ils sont tous passés par là.

Donc là aussi je vivais une sorte de difficulté, réellement, parce que je découvrais un monde qui me passionnait, le monde de l'économie de développement. Et quand j'allais à Dauphine j'étais « dans la gestion », et à un moment je me disais : Est-ce que c'est vraiment ça que j'ai envie de faire ? Est-ce que j'ai envie d'être expert-comptable et de me réduire à être « un expert » qui va aider les entrepreneurs ou les entreprises à trafiquer le fisc, pour dire clairement les choses (malheureusement à ce jour encore c'est ça la fonction principale...).

Est-ce que je veux travailler dans une entreprise, au service de quelque chose ?

Et je pense que la rupture a eu lieu à ce niveau-là. Je n'ai pas vraiment rompu, j'ai continué mes études, jusqu'à obtenir ma maîtrise de gestion. Mais en même temps j'ai présenté un dossier, j'ai passé le concours pour accéder à Sciences Po. C'était trois années, et il y avait un concours spécial pour passer directement en deuxième année quand on avait déjà un diplôme supérieur, ce qui était mon cas. J'ai passé le concours, je l'ai réussi et je suis rentré à Sciences Po.

Et donc vous avez des années, par exemple 1974, 75, ce sont des années où j'avais trois « fronts », c'est-à-dire qu'en même temps je terminais Dauphine, je faisais deuxième année Sciences Po et je faisais au CNAM, au Conseil National des Arts et Métiers, le troisième ou le quatrième diplôme de l'expertise comptable, je suivais le certificat des études juridiques, de ce qu'ils appelaient à l'époque le DECS, Diplôme des études comptables supérieures.

C'était très prenant, mais je trouvais le moyen un peu de concilier... parce qu'à Sciences Po par exemple, je travaillais beaucoup, je découvrais le monde de la politique, mais en même temps je faisais la section économique et financière. Donc j'étais plus à l'aise avec les matières... Il y avait beaucoup de choses que j'avais déjà apprises, que je connaissais. Donc, j'arrivais à conjuguer tout ça et quand même pratiquer la politique.

J'essaye d'expliquer que c'étaient des années de reclassement, où je me cherchais, je prenais des décisions, mais c'était encore trop frais.

En 1975 par exemple, j'étais responsable de la section de Paris de l'UNEM, puis au Conseil fédéral, à l'époque l'UNEM était interdite au Maroc. On appelait ça la Fédération d'Europe occidentale de l'UNEM, qui en fait représentait l'UNEM. J'étais au bureau fédéral de la Fédération d'Europe occidentale, j'avais été élu dans je ne sais pas quel numéro de congrès. Et là, dans les années 76, 77 (je suis resté jusqu'à la fin de 77), j'avais beaucoup d'activités militantes. Je voyais beaucoup de monde, je voyageais beaucoup. On faisait partie de l'Union internationale des étudiants, dont le siège était à Prague. On a découvert beaucoup de choses. Vraiment, c'était une expérience extrêmement intéressante.

Tout ça pour dire qu'arriver à tenir tout ça, il ne faut pas se faire d'illusion, il y a quand même quelque part, des choses qui ne vont pas. Il faut payer la facture, et la facture, c'est ma thèse !

A partir de 76-77, j'enseignais à Dauphine (parce que j'avais pu obtenir un poste comme assistant). Je donnais des cours de comptabilité, mais c'était pour vivre, même si mon père nous avait suffisamment financés.

Habib - Tu avais une bourse pendant l'année ?

Najib - Non. Pendant 6 ans, même 7 ans si on compte les autres frères, mon père devait en financer 4 en même temps. Il y a une année où on s'est trouvés 4 ou 5 en France, financés par la bourse familiale ! On n'avait pas de bourse (de l'État) parce qu'on était censés « avoir les moyens ». Notre père avait les moyens, peut-être les moyens pour 1 ou 2, mais pour 5 en même temps, franchement. Pourtant, il n'a jamais fait défaut à ce niveau, il nous disait : ça c'est indiscutable, on ne discute pas ça...

Et donc, à partir de 1977, j'avais quasiment terminé mes études. Et à Dauphine, c'était un de mes profs qui m'avait proposé d'être assistant. J'avais assuré alors 2 ou 3 ans, je ne sais plus, les cours. Mais, en même temps, j'avais inscrit un sujet de thèse. Difficile d'imaginer qu'avec toutes ces activités, je pouvais me consacrer à la thèse !

Habib - C'était sur quel sujet, le premier sujet que tu as déposé ?

Najib - C'est le sujet que j'ai gardé jusqu'à la fin. Ça reflète bien, d'ailleurs, mon problème. Je baignais, du fait de ma formation de base, dans le monde de la finance et de la fiscalité. Finance et fiscalité, c'est aussi la spécialisation que j'avais faite à Dauphine. Avec notamment « l'optimisation fiscale » (en 1974 ! alors que ce n'est que 30 ans après que

cette expression est entrée dans les préoccupations...). Il y avait donc ça d'un côté, mais ma passion c'était vers l'économie de développement, vers l'économie, vers la science économique. Mon sujet, finalement, reflétait bien cet équilibre, je l'ai appelé « Politique fiscale et développement économique, le cas du Maroc ». C'est resté le sujet que j'ai soutenu, mais je ne l'ai soutenu qu'en 1991. Voilà la facture. C'est ça la facture. J'aurais pu soutenir en 1980, 81, mais ça a pris dix ans de plus.

Habib - Mais c'était une thèse d'État

Najib - Oui, oui, c'était une thèse d'État.

Maintenant pour les jeunes, la situation est diamétralement inversée. C'est-à-dire qu'aujourd'hui un jeune qui termine ses études, il pense d'abord à travailler, là où il est, en France, au moins pour quelques années, sinon, il reste. Mais à notre époque, certainement pas, il ne se posait même pas la question, on ne se posait pas la question. Il était évident qu'on était là pour faire des études, et une fois les études terminées, il fallait rentrer. Il fallait rentrer pour servir son pays. Ce n'était pas une formule de style. Vraiment on y croyait.

Habib - Là c'est le militant qui dit ça, qui disait ça.

Najib - Honnêtement, même pas, les non militants aussi, tous les amis que j'avais qui n'étaient pas particulièrement militants, ils ne se posaient pas la question ... Je suis en train de parler de 76, 77, vous voyez, c'était naturel, on termine ses études, on rentre pour travailler dans son pays. Donc, en dépit du fait que j'avais un bon poste. Je vous assure que quand j'avais annoncé à l'équipe de pédagogie que je partais, on me disait qu'il y avait des dizaines de dossiers qui attendaient qu'une place soit libérée... moi je n'avais aucun problème donc je suis rentré.

Habib - Tu n'as jamais regretté ?

Najib - Pas du tout. Je peux regretter quelquefois d'être dans un système qui ne me plaît pas, mais pas d'être rentré. Non, sincèrement, je n'ai jamais regretté d'être rentré. Je suis revenu en Europe, pour des séjours longs, notamment en 83, 84, 85, puis en 89, 90, pour la soutenance, puis je suis revenu. Mais le fait de faire ma vie dans mon pays, c'était naturel.

Habib - Ce n'était pas discutable

Najib - Je suis rentré au Maroc. La voie naturelle, c'était l'ISCAE. La dernière année, il y avait une sorte de pré-recrutement. Comme je n'imaginai pas travailler dans une entreprise, il y avait une, je ne me rappelle plus les conditions dans lesquelles cela s'était passé, mais on nous avait proposé une sorte de bourse pendant un an, avec un contrat, pour rentrer travailler comme enseignant à l'ISCAE, à Casablanca. L'ISCAE, c'est l'Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises, disons l'école supérieure de commerce, la première grande école de commerce et de management. J'avais signé pour cette voie, et donc la question ne se posait pas : je rentrais au Maroc et j'allais enseigner là-bas. Il se fait que, pour des raisons personnelles, peu importe, je devais me retrouver à Rabat.

Là, j'avais un ami qui avait fait l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, un ingénieur agronome, qui m'avait dit, « Écoute, tu vas voir le directeur à l'Institut et peut-être qu'il a une offre pour toi. ». J'y suis allé, je me rappelle, je suis rentré chez le directeur. On a discuté, je lui ai dit ce que j'ai fait, je lui ai donné mon dossier. Évidemment, il fallait les modalités après, parce qu'il y avait un concours. Mais, sur le champ, il m'a dit, « *Mrahba*, vous allez

être la cinquantième étoile de l'institut. ». Cela aussi, ce sont des choses qui restent en mémoire

A cette époque, l'Institut Agronomique travaillait largement avec la coopération, avec les États-Unis et un peu aussi les franco-belges, mais une grande partie du corps enseignant, c'étaient des Américains qui venaient enseigner, on était encore dans la phase de montage de l'institut. Donc il y avait là un clin d'œil aux étoiles américaines : j'étais le cinquantième du corps enseignant, tout simplement. Après, on était deux cent cinquante-cinq, après, on était trois cents... Mais, j'étais « le cinquantième » ! ça, c'est resté dans ma tête, je suis le cinquantième enseignant recruté à l'Institut Agronomique !

Habib - On va revenir un peu à la période des études à Paris, depuis le début, jusqu'au moment où vous décidez de rentrer, et même après. Vous avez cité des noms d'économistes, surtout de l'économie de développement, Samir Amine, et je ne sais plus qui vous avez cité d'autre. Est-ce que... si vous réfléchissez un peu à des personnages comme ça, qui vous auraient influencé ? Qui avait eu le plus d'impact sur vous, est-ce que vous les avez rencontrés personnellement déjà ? Est-ce que vous les avez eus comme profs, ou comme...

Najib - A Sciences Po, j'ai été marqué par deux professeurs, mais malheureusement, quand moi j'arrivais, eux, ils étaient en fin de parcours : Jean Dresch et Jean Lacouture.

Ce sont deux personnages qui me fascinaient... j'allais à leur cours, je buvais ce qu'ils disaient.

Habib - Vous n'êtes pas devenu géographe pour autant ?

Najib - Non, mais c'était plus de la géographie économique. Et aussi, côté politique, Duverger, Maurice Duverger... Nous, au Maroc, on le connaissait, parce que c'est lui qui avait fait la Constitution du Maroc de 1962. C'était un pilier dans la science politique. Ses ouvrages étaient nos ouvrages de base. Et là, oui, je les ai fréquentés. J'ai même quelques photos avec Duverger, notamment.

A part ceux-là, les autres dont je viens de parler. Samir Amin venait à Paris, et on allait à ses conférences. Honnêtement, pas plus que cela. Je l'ai rencontré après, à Dakar, dans les années 1990-2000, dans le cadre d'*Enda Tiers-monde*. C'était un immense Monsieur... Et je peux vous dire qu'à cette époque déjà je pensais que c'était quand même incroyable qu'un gars comme Samir Amin ne soit pas nobélisé. Ça explique à quel point ce monde tourne mal, à commencer par le monde dit académique. J'ai lu plusieurs fois tous ses ouvrages, j'ai été formaté par Samir Amin, en particulier, mais évidemment, aussi par toute l'école dépendantiste. Toute l'école qu'on appellera celle de la déconnexion par la suite.

A Dauphine, c'était intéressant, il y avait « une école », on peut dire. J'avais fait un DEA pour m'inscrire en thèse d'État, qui était un DEA de « politiques économiques comparées ». Le patron de ce DEA, c'était Jacques Delors. Et l'équipe, c'était Jacques Attali, Rocard, Vespérini. C'étaient des socialistes, c'était du temps du parti socialiste d'après Epinay, qui était en phase ascendante. J'avais préparé mon mémoire de DEA avec Jacques Delors. Et le tournant est arrivé en 1981, lorsque la gauche a gagné en France, toute cette équipe est partie au gouvernement, à l'Élysée, etc. Et d'ailleurs ça, c'est le revers de la chose, parce que Dauphine, pendant les années 70, c'était l'université qui avait innové en matière de pédagogie, c'était l'université-grande d'école oui, mais c'était aussi une université qui arrivait à tenir « la balance », et à avoir dans le corps enseignant, le corps des chercheurs, à la fois

des groupes de chercheurs, on va dire de gauche, du parti socialiste de l'époque (ce qui n'est plus le cas, vous voyez,...), et des équipes, comme par exemple Alain Cotta, Alain Bienaimé, et d'autres qui étaient plutôt des libéraux. Et lorsque toute cette équipe autour de Jacques Delors est partie au gouvernement, après 1981, Dauphine est devenue sur le plan, on va dire doctrinal libéralo-libérale. C'est le prix qu'il a fallu payer. Ils sont partis au gouvernement faire ce qu'ils ont fait, mais en même temps, ils ont déserté l'Université, et ils l'ont laissée aux néo-libéraux.

Habib - Pourquoi vous n'avez pas rejoint Vincennes à l'époque ?

Najib - J'étais quelqu'un qui voulait faire de la gestion, du management. Et, sur ce plan-là, il n'y avait pas photo. Le modèle, pour moi, vraiment là où il fallait être, c'était Dauphine. Et j'avoue que Vincennes me paraissait aussi être un cadre qui était, idéologiquement, un peu trop marqué. L'impression, le regard que j'en avais est que l'idéologie passait avant la science. C'était une université engagée. Engagée, cela ne veut pas dire que les autres universités ne le sont pas. Mais disons que, dans le cas de Vincennes, je rappelle, je peux me tromper, mais malheureusement, et je le regrette beaucoup, c'est une expérience qui n'a pas réussi.

En 1968, deux universités, deux expériences nouvelles sont engagées, Dauphine et Vincennes. Et bon, après, on a vu ce qu'on a vu... Et on peut se poser quand même des questions. Je répète, je trouve que Vincennes était pour moi, mais surtout rétrospectivement, une excellente expérience. Il y avait des grands professeurs. Il y avait des cours extrêmement intéressants, mais peut-être que l'organisation d'ensemble était un peu trop laxiste. Ce qui n'était pas le cas à Dauphine. Et au bout d'un certain temps, le décompte s'est fait, malheureusement. Le décompte s'est fait et Dauphine est partie très haut, et Vincennes n'a pas continué. Sincèrement, je le regrette beaucoup, j'estime que c'est peut-être aussi un des signes de défaite de la...

Habib - De la gauche ?

Najib - De la gauche, bien sûr. Cette incapacité, malheureusement, à conduire un projet, jusqu'à son aboutissement. Je répète, comme je n'ai pas vécu cette expérience de l'intérieur, je ne peux pas en parler, mais l'impression que j'ai, est qu'il y avait quand même du laxisme au niveau pédagogique, au niveau de la formation, ce qui a tout de suite donné une image qui n'était pas très valorisante de Vincennes. Honnêtement, je ne regrette pas d'avoir fait le choix que j'ai fait.

Max - *En cette période, il y avait quelque influence de la Chine ?*

Najib - Non. Alain Peyrefitte avait écrit son livre « Quand la Chine s'éveillera », dans les années 80, il me semble, pas dans les années 70. On n'a pas oublié que Deng Xiaoping est arrivé en 79, c'est ça. Et bon, pour nous, honnêtement, la Chine n'était pas dans les radars.

La Chine était encore une tâche rouge sur la carte, comme d'ailleurs l'autre tâche rouge, l'URSS, c'est tout, il n'y avait pas de Chine. Nous, étudiants de gauche qui voulions nous intéresser à tout, on allait au quartier latin, on allait fouiller dans les librairies, on allait chercher les *éditions de Pékin*. Mais les *éditions de Pékin*, pourquoi faire ? Pour avoir les classiques de Marx, Lénine, pas cher du tout, pour 3 fois rien, comme d'ailleurs les *éditions de Tirana*. Dans ces librairies, vous aviez une partie de la librairie, c'étaient des ouvrages de propagande, mais ce qui m'intéressait en tout cas, personnellement, c'était vraiment que je trouvais les classiques du Marxisme, de tout, à 3 fois rien.

Mais sur l'économie, vous m'avez posé la question. Dans les années 70 aussi, pour l'histoire, j'étais passionné par les écrits de Jacques Attali et de Marc Guillaume. Voilà, j'ai oublié Marc Guillaume, qui était lui aussi dans l'équipe de Jacques Delors à Dauphine. En 1975, je crois, ou 1976, Jacques Attali et Marc Guillaume ont écrit un livre intitulé *L'Anti-Économique*. Voilà un des ouvrages qui m'avait marqué. C'est un ouvrage vraiment qui remettait l'économie en sens dessus dessous. L'esprit prospectiviste d'Attali, extrêmement hétérodoxe, extrêmement original, qui remue toutes les idées en même temps, était dans ce livre. Évidemment, ce n'est pas un livre qu'il fallait lire quand on n'avait pas une connaissance de l'économie, mais quand on avait fait de l'économie, et qu'on voulait réellement tout repenser de manière originale, il fallait lire ce livre qui était extraordinaire.

Donc, voilà les auteurs qui m'ont marqué à cette époque ... Si je dois résumer, même au risque de caricaturer, je dirais, Samir Amin et Jacques Attali.

Habib - D'accord. Je ne les aurais pas mis ensemble.

Najib - Ils ne sont pas ensemble. C'est ce que je dis, ils ne sont pas ensemble. Samir Amin, c'est l'économie de développement, Jacques Attali, c'est l'économie politique. Attali avait écrit un livre intéressant, qui portait sur l'analyse politique de l'économie, *Analyse économique de la politique*, ou *Analyse économique de la vie politique*. Samir Amin, c'est une chose. Mais Attali, sur un autre registre, qui est plus de l'analyse économique, indépendamment de Tiers-Monde, plutôt des pays développés, mais avec un regard qui était à sa manière, subversif. C'était une manière subversive d'analyser l'économie et c'est en cela où je dirais qu'ils se rejoignent, tout en étant évidemment très différents... sachant qu'après, le parcours de chacun a été ce qu'il a été... Là je parle d'Attali des années 70, voilà.

Habib - Ils ont effectivement pris des chemins assez différents. Ton chemin marocain, tu rentres, tu finis tes études en France, et tu rentres ici, donc, tu commences tout de suite à travailler, en termes professionnels, ça n'a pas posé de problème. Najib Akesbi au Maroc, raconte-nous cette période-là, comment tu as démarré, la connexion avec le milieu, peut-être, intellectuel, je ne sais pas si je peux dire, politique, comment tu t'es réinstallé au Maroc ?

Najib - Justement, d'abord, et encore une fois, un paradoxe, et une dualité. J'arrive à l'Institut Agronomique, donc, je suis accepté, et je rentre à l'Institut Agronomique au département des sciences humaines, chez Paul Pascon. A cette époque, il y avait encore dans le département Najib Bouddebela, il y avait Mohamed Naciri, il y avait Abdellah Hamoudi, Ahmed Zougari, Jeanne Chiche. C'étaient des grands personnages, qui avaient des années d'expérience, de connaissance du monde rural, de l'agriculture. Et moi, j'arrive, avec plein de diplômes en économie et en gestion, mais ne sachant pas grand-chose. Comme je l'ai dit tout à l'heure, mon père, par son activité, allait beaucoup dans le monde rural, et il adorait aller dans le monde rural, je l'accompagnais de temps en temps. Mais ma connaissance du monde rural, c'était celle d'un citoyen qui allait de temps en temps en milieu rural. Dès le deuxième ou le troisième mois de mon recrutement à l'institut, Paul Pascon, qui organisait et supervisait les stages, me confie une tâche redoutable.

Vous savez, toute la formation à l'Institut Agronomique est ponctuée de stages, de la première année à la dernière année, et là en troisième année, il y avait un stage qui s'appelait « stage exploitation ». Il y avait 3 périodes, qui correspondent un peu à l'année agricole, au mois d'octobre, au mois de mars, et au mois de juin, pour la récolte. Les étudiants s'installent dans les exploitations pendant 2 semaines, et les équipes

d'enseignants, équipes pluridisciplinaires (il y avait là-dedans, l'agronome, la production animale, la protection des plantes, l'économiste, le sociologue, etc.), il y avait toujours un peu cette pluridisciplinarité. Au cours du stage de cette année-là, je ne sais pas ce qui s'était passé mais il y avait eu un problème d'organisation pour la troisième période du stage, qui avait lieu à Azrou, ou plutôt dans la région d'Azrou, et Paul me dit, écoute, tu te débrouilles, tu es responsable de ce stage !

Habib - C'était un ordre ?

Najib - Ce n'était pas un ordre. Paul n'était pas comme ça, c'était vraiment quelqu'un qui avait l'art de te faire adhérer, et donc de te faire faire ce qu'il voulait, mais de bon cœur et dans la bonne humeur et volontiers. Ce n'était pas un ordre, mais moi, je n'étais pas mécontent. J'ai toujours aimé aller sur le terrain. J'avais une soif, moi qui débarquais, et j'avais envie de connaître de près les exploitations agricoles marocaines, le monde paysan, le monde agricole. C'était un challenge assez difficile, mais je n'étais pas du tout mécontent de l'assumer, et je me suis jeté tête baissée, là-dedans, c'était très intéressant.

Ma difficulté pendant les premières années, ça a été de m'initier à l'économie agricole, à l'économie paysanne, que je ne connaissais pas. En plus, à l'Institut Agronomique, je passais pour être le spécialiste de la gestion, donc je devais enseigner des cours de gestion, de marketing, mais de marketing des produits agricoles, de comptabilité, de finance. Je n'étais pas encore dans l'économie de développement réellement, l'économie agricole. Et ma grande difficulté, c'était d'apprendre très vite, de m'impliquer, j'avais horreur de paraître comme étant celui qui n'était pas au niveau, qui ne sait rien, le petit qui arrive. Je faisais tout pour éviter d'être dans cette situation.

Mais en même temps, ma thèse elle, était inscrite : Politique fiscale et développement économique. C'est un autre monde, je dirais même de manière caricaturale. D'autant plus qu'au Maroc, alors j'aurais pu trouver un pont entre le monde agricole, rural, et la fiscalité, à travers l'étude d'un impôt agricole. J'aurais pu travailler par exemple sur l'impôt agricole au Maroc. Le problème est qu'il n'y avait plus d'impôt agricole ! À partir de 1981, il y avait une vague de sécheresse, comme celle-ci (de 2022), et Hassan II avait décrété l'exonération fiscale. Il parlait alors de « l'exonération des revenus agricoles jusqu'à l'an 2000 ». Après, on a prolongé l'exonération à 2010, puis à 2014. Bref, il n'y avait pas d'impôt agricole.

Habib - Même sur les grandes exploitations ?

Najib - Bien sûr ! Tout le monde était exonéré, totalement, mis hors du champ de la fiscalité. Et donc la difficulté pour moi, c'est alors que le jour j'étais à l'Institut Agronomique, dans un univers, le soir je rentrais chez moi, j'étais dans un autre univers, celui de ma thèse, parce que je tenais absolument à garder la main, à continuer mes recherches. En plaisantant je disais toujours, moi, j'ai deux têtes ou deux cerveaux, je suis bicéphale... Là, il y a l'agriculture, l'Institut Agronomique, et là il y a la fiscalité, il y a la thèse. J'ai vécu avec ça longtemps. Je n'ai pu soutenir ma thèse qu'en 1991, à Dauphine. Là aussi, encore une fois, ça a été le prix à payer, je ne regrette absolument pas, parce que je me suis investi dans l'agriculture, l'économie agricole, la gestion agricole, et j'ai appris beaucoup. Je me suis très rapidement passionné par ce que je faisais. D'autant plus qu'au début de années 80, c'est le début des politiques d'ajustement structurel...

D'ailleurs, c'est un tournant. Là aussi, progressivement, j'ai laissé le côté gestion et j'ai commencé réellement à m'intéresser à l'économie de développement dans l'agriculture.

Parce que les politiques d'ajustement structurel introduisaient de tels bouleversement dans les politiques publiques, pas simplement d'ailleurs la politique agricole, mais aussi la politique financière, la politique du commerce extérieur... Elles produisaient de tels bouleversements, qu'il fallait évidemment s'impliquer pleinement dans tout ça.

En 1983-84, c'est la sécheresse. Et comme vous le voyez, ça reste d'actualité ... En 1984, le ministre de l'Agriculture de l'époque, Dominati, décide de constituer une équipe pluridisciplinaire, de différentes instances. Il prend deux ou trois enseignants, chercheurs de l'Institut Agronomique, il y avait aussi des gens du ministère des Finances, d'autres venaient du ministère du Commerce, une équipe d'une douzaine de cadres. Il nous met dans un local de l'ex-ONI, l'Office National d'Irrigation, et on travaille. Le projet, c'est la sécurité alimentaire, c'est-à-dire : stratégie de sécurité alimentaire du Maroc.

Habib - Quelle année ?

Najib - On a travaillé trois ans, de 1984 à 86. Le chef de projet était Mustafa Berrada. Il y avait vraiment des gens de valeur. On était vraiment une équipe, et on a travaillé, on a produit une vingtaine de documents, qui sont toujours là... On a examiné tous les aspects de la stratégie, économiques, financiers, agronomiques. Et puis 1986, la pluie revient et plus rien ne se passe ! Et les rapports sont mis dans un tiroir, dans une armoire fermée à double tour. Terminé !

Et ce qui est incroyable, c'est que depuis, on n'a rien appris de l'expérience, on n'accumule pas. Je peux vous assurer qu'aujourd'hui -nous sommes en 2022- on prendrait ces travaux, je suis sûr qu'on y puiserait des choses extrêmement intéressantes pour aujourd'hui et pour demain, je ne parle pas d'hier. Je ne dis pas par-là que c'est éternellement actuel, mais il y a des choses extrêmement utiles. Mais on n'accumule pas.

Depuis les années 80, comme d'ailleurs les sécheresses sont récurrentes, je peux vous assurer que c'est toujours le même schéma et à ce jour, c'est la même chose. Il pleut, donc tout le monde oublie qu'il y a un problème d'eau dans ce pays, alors, plus rien, on ne fait rien. Jusqu'à la prochaine sécheresse ! Alors quand elle arrive, la prochaine sécheresse, toujours, on commence par la nier. Jusqu'à ce que cela apparaisse (comme c'est le cas maintenant !) tellement évident qu'on ne peut plus nier. Alors qu'est-ce qu'on fait après ? Eh bien, un programme ! C'est ce qui se fait en ce moment, un programme de sauvetage. Avec les mêmes recettes, depuis les années 80 à ce jour. On va annoncer un programme pour rationner l'eau, pour préserver les arbres, on importe l'orge subventionné pour préserver le bétail ! On va faire bien évidemment le rééchelonnement des dettes des agriculteurs, parce qu'ils n'en peuvent plus, sont las. A l'époque il n'y avait pas encore l'assurance. Mais, et puis surtout, on va engager quelques « travaux d'utilité publique », surtout pour distribuer un peu d'argent, pour que la population puisse garder la tête au-dessus de l'eau. C'est tout.

Depuis les années 80 jusqu'à aujourd'hui, c'est le même format. Et la même inconscience. Quand je vois le débat qu'il y a aujourd'hui, on est en février 2022, je vous assure que sur le fond, il n'y a rien de changé. C'est-à-dire qu'on se pose les mêmes questions avec la même naïveté, comme si on réinventait la roue chaque matin, alors que, dans les années 80, l'essentiel du diagnostic qu'on pouvait raisonnablement faire, était fait de manière simple.

Vous imaginez si dans les années 80 on avait commencé à prendre les mesures qui s'imposaient, au niveau d'abord de la politique de l'eau, de la politique agricole ! Mais on n'a rien fait. Et on ne fait rien, on a l'impression de tourner en rond. C'est un éternel recommencement. C'est terrible, cette incapacité à simplement s'instruire de l'histoire, de

notre histoire.

Je vous assure que ce ne sont pas des choses que je peux dire avec plaisir. Non, ce n'est pas gratifiant, finalement. Parce que, en tant qu'enseignant-chercheur, oui, j'ai fait plein d'études, sur l'ajustement structurel, on a remué ça en long et en large. On peut dire que les années 80 sont les années des études sur l'ajustement structurel, sur la stratégie alimentaire. Avec une grande question aussi, ne l'oublions pas, c'est la question des subventions des produits alimentaires, qui étaient au cœur de la question de la Caisse de compensation. N'oublions pas, en 1981 il y a eu les émeutes de Casablanca sur cette question des produits alimentaires de base. En 84 il y a eu les événements de Nador, de Tétouan, après en 89 à Fès les fameuses émeutes de la faim.

Personnellement, j'ai beaucoup travaillé sur ces questions-là pendant cette période, et avec une permanence incroyable. Je peux vous assurer. On reviendra si vous voulez, sur ces questions-là. Mais les mêmes questions qu'on posait sur la Caisse de compensation, les mêmes, le même diagnostic qu'on faisait, à savoir qu'en fait, c'est un système qui marche sur la tête.

C'est à dire que l'État, avec les fonds publics, subventionne la consommation de produits alimentaires de base. On est d'accord. Sauf qu'on a publié en 80-81 des dossiers qui montrent qu'on est au cœur de l'économie de rente. Que, les subventions, pour l'essentiel, ne profitent pas à ceux auxquels elles sont destinées. Le dernier à en bénéficier, c'est le consommateur ! Ce sont les grosses entreprises qui font la transformation, les gros producteurs, c'est eux qui captent les subventions, parce qu'ils sont en situation de rente. Les subventions du budget de l'État, apparemment étaient destinées à la consommation, mais en vérité, elles étaient destinées à une minorité. Donc, on a un système économiquement inefficace, socialement injuste, inéquitable et financièrement ruineux.

Parce que là aussi, on fait comme pour la sécheresse. Lorsque les cours mondiaux montent, les subventions montent, donc ça devient lourd pour le budget. Alors là, branle-bas de combat, on s'agite dans tous les sens. Puis les cours mondiaux baissent, la facture baisse pour le budget de l'État, et on l'oublie.

Il faut ajouter qu'après « les émeutes », la caisse de compensation était devenue une sorte de patate chaude, que les gouvernements s'étaient mis à se balancer les uns aux autres depuis 40 ans.

Il faut dire aussi que la plus grande partie des produits en question étant importés, on paie là le prix de la dépendance alimentaire. On a fait une politique agricole qui nous a mis en situation de dépendance alimentaire et donc qui nous a acculés à être dépendants du marché mondial avec toutes ses conséquences.

Parmi celle-ci, et c'est aussi d'actualité aujourd'hui, il y a l'évolution des cours internationaux des produits en question. Entre la fin des années 80, jusqu'au début des années 2000, jusqu'à 2005-2006, regardez les courbes des cours au niveau international, ces cours étaient plutôt bas. Et quand les cours sont bas, cela ne pose pas de problème budgétaire pour l'État. Donc la caisse de compensation, on ne va pas la réformer ! Et la patate chaude, on se l'envoie les uns aux autres. En revanche, lorsque en 2006-2007, les cours mondiaux sont repartis à la hausse, à nouveau la catastrophe, branle-bas de combat ! Il y a problème parce que le coût de la Caisse de compensation est devenu excessif pour le budget. Donc à nouveau on va s'agiter, on va dire il faut faire ceci ou cela. Puis les cours se remettent à baisser, et à nouveau, le problème n'existe plus ! On l'oublie... jusqu'à la prochaine ! Et ainsi

de suite, jusqu'à maintenant, aujourd'hui, puisque le problème de la Caisse de compensation reste quasiment entier, avec les mêmes problématiques qu'on soulevait au début des années 80.

C'est comme ça que cela fonctionne dans ce pays, c'est incroyable, cette incapacité à avancer. Je ne suis même pas en train de parler en termes de politique de droite ou de gauche. C'est du bon sens, c'est tout. On n'a pas besoin d'être de gauche ou de droite, mais simplement d'être assez lucide pour voir les problèmes qui crèvent les yeux, qui sont là, et puis faire ce qu'il faut pour les régler.

Habib - Alors là c'est vraiment à l'économiste que j'ai envie de poser cette question, parce que ce que vous décrivez n'est pas propre au Maroc, en Tunisie c'est exactement la même chose. Dans plusieurs autres pays même en dehors de notre région

Najib - En 1984, il y a un numéro de *l'Annuaire de l'Afrique du Nord* consacré à cette question des subventions alimentaires, auquel j'avais contribué. Il y avait évidemment aussi des contributions d'amis Tunisiens, Algériens, Égyptiens. Lisez ce dossier. Cela confirme ce que vous dites : partout, c'est à peu près la même problématique. Il fut un temps où, en France, on parlait d'unité dans la diversité (à propos de la gauche). Moi, je leur dis pour ce qui nous concerne nous les pays d'Afrique du Nord, c'est plutôt l'Unité dans l'Adversité. Vraiment l'unité dans l'adversité, c'est-à-dire qu'on est bien ensemble, unis, devant les mêmes problèmes. On est confrontés, globalement sur beaucoup de sujets comme ça, aux mêmes problèmes !

Habib - Parce qu'il n'y a pas que des échecs et souvent, ce ne sont pas des échecs. Est-ce que, des pays du Sud, pour élargir un peu et sortir du cadre strictement nord-africain, vu le système alimentaire mondial et le déséquilibre économique à l'échelle mondiale, est-ce que l'économiste que vous êtes voit une sortie possible ? Qu'est-ce qu'il faudrait, rapidement comme ça, qu'est-ce qu'il faudrait faire pour pouvoir se déconnecter du système alimentaire mondial et du marché alimentaire mondial ?

Najib - C'est très clair.

D'abord, pour éviter les malentendus inutiles, on vous raconterait des histoires si on vous disait que, compte tenu de notre climat, compte tenu de notre pédologie, de nos écosystèmes, on peut être autosuffisant en tout. Ça n'est tout simplement physiquement pas possible. Maintenant, entre cette situation et la dépendance, qui n'est pas simplement grave, mais qui est insensée, où nous nous trouvons aujourd'hui, évidemment qu'il y a plus qu'une marge.

Ce que je veux dire par là, concrètement, c'est qu'on a des écosystèmes. D'ailleurs vous êtes géographe, vous prenez une carte du Maroc. Encore une fois, on n'avait pas besoin d'attendre 2022 pour se rendre compte d'une évidence. N'importe qui, il y a 50 ans, plus que 50 ans, aurait pu faire cet exercice... Au département des sciences humaines, on prenait une carte, une carte des précipitations du Maroc, et on mettait dessus une carte pédologique (indiquant la qualité des sols). Eh bien qu'est-ce qu'on voit ?

Facilement, on peut voir un grand paradoxe. Au Nord, on a une pluviométrie bonne, c'est la seule région au Maroc où on arrive à avoir des quantités d'eau à peu près correctes. Mais le problème, c'est que là où il pleut, le sol n'est pas bon. Les sols ne sont pas bons au Nord. Et puis, plus vous descendez, d'ailleurs selon un gradient un peu qui va du Nord vers le Sud-Est, les pluies baissent, mais la qualité du sol, elle, s'améliore ! Il n'y avait pas besoin

d'attendre 2021 ou 22 pour savoir cela. Honnêtement, est-ce que vous pouvez considérer qu'un pays qui a cette configuration, je vais dire, « génétique », est un pays « à vocation agricole » ? Est-ce que vous pouvez dire ça ?

Habib - Je vous renvoie la question.

Najib - Voilà, ça fait partie de ces totems, de ces tabous, de ces dogmes y compris académiques, de dire que le Maroc est « à vocation agricole ». Attention, je veux qu'on soit clairs, je ne dis pas que le Maroc n'a pas un potentiel agricole. Oui, il a un potentiel agricole important, mais de là à dire qu'il a une « vocation », c'est une autre histoire. Or, il fut un temps, où dire que le Maroc n'est pas un pays qui a une vocation agricole, c'était faire injure à la nation !

Je termine mon idée. Ce qu'il faut faire à mon avis, de ce point de vue je suis très keynésien. Qu'est-ce que cela veut dire « keynésien » en l'occurrence ? Cela veut dire que je suis déterminé d'abord par la demande. C'est-à-dire par les besoins des gens. Le critère premier, ce sont les besoins de la population.

On a, en l'occurrence, une structure de la consommation, et on la connaît. On sait ce que les Marocains consomment. Et donc, à partir de ce tableau, de ce schéma de structure de la consommation, je rappelle qu'on ne peut pas répondre à 100% à tout, mais autant que faire se peut, on peut faire pas mal de choses. C'est là où il faut revenir à l'écosystème, à la nature, à l'environnement, à l'écologie, aux ressources naturelles. Et il faut tout simplement choisir de mettre en place les cultures, les productions qui correspondent à un besoin qui est celui de la population, et qui respectent les ressources, qui sont en adéquation avec les ressources. Quand vous allez faire du blé, par exemple, du blé tendre, dans des régions manifestement qui ne sont pas faites pour ça, vous êtes à côté de la plaque. Quand vous allez faire des... alors la caricature maintenant, c'est quand vous allez faire des pastèques qui sont de l'eau quasiment à 95%, dans une région désertique, vous prenez l'eau de la nappe phréatique qui servait à simplement permettre à la population de boire. De boire ! Là, on est en train de parler des besoins primaires des humains. Donc, vous pompez la nappe, vous prenez de l'eau de la bouche de la population, vous l'utilisez pour produire un produit qui est sur-consommateur d'eau et de surcroît que vous destinez à l'exportation. C'est-à-dire que vous exportez l'eau, vous êtes un pays en stress, sinon en pénurie hydrique et vous exportez l'eau ! On marche sur la tête. On marche vraiment sur la tête...

Donc, qu'est-ce qu'il faut faire, mais il faut nous remettre sur pieds ! Tout simplement, il faut marcher sur les pieds, arrêter de marcher sur la tête ! Ça veut dire faire des choix de production qui, d'abord, correspondent aux besoins de la population. Répondre à la demande de la population, prioritairement, notamment en produits de base. Donc choisir des productions qui correspondent aux besoins de la population et aussi en fonction des régions, des écosystèmes qui permettent d'être en adéquation avec les possibilités des ressources naturelles.

C'est aussi simple que ça. Eh bien, cette idée simple, de bon sens, n'a jamais été suivie dans ce pays. On a au contraire décidé de donner la priorité aux cultures d'exportation, qui cassent l'environnement, cassent les ressources et qui sont de surcroît destinés aux exportations. Je ne dis pas qu'on n'a rien fait pour le reste, attention, je ne dis pas cela. Mais c'est évident que de « la politique des barrages » des années 60, au « plan Maroc Vert » des années 2010-20, jusqu'à maintenant, il y a une continuité déroutante, en dépit de tout ce qu'on a appris, de tout ce que l'expérience nous a appris, on reste sur les mêmes choix, aujourd'hui !

Habib - Mais pardon, c'est... je pense qu'on est d'accord là-dessus, mais je parle là, c'est une politique de sécurité alimentaire basée sur les avantages comparatifs. On est là-dedans ?

Najib - Alors, justement, c'est ça le problème, c'est-à-dire qu'à l'origine, les choix qu'on a faits, on les a faits en vertu des préceptes de cette fameuse théorie des avantages comparatifs. Ça, c'est le choix des années 60. Dès le départ, on nous a dit : "ah, ben, justement, vous êtes un pays qui a une vocation...", c'est la Banque mondiale, le FMI, n'oublions pas que la première mission de la Banque mondiale-FMI, ils sont arrivés au Maroc lors de la première crise des finances publiques du pays en 1963-1964, d'ailleurs, depuis ils n'ont jamais quitté le pays ! jamais quitté le pays ! Et justement, c'était ça le discours, ils ont dit mais vous, vous êtes un pays qui a des avantages comparatifs. Regardez, vous avez le soleil, vous avez la terre, vous avez l'eau, vous pouvez faire des produits de contre-saison, vous avez le marché européen qui est devant vous, faites des barrages, des grands barrages, stockez l'eau, mettez le paquet sur les fruits et légumes et vous allez gagner vos avantages comparatifs, vous allez devenir des dragons de l'exportation, et les devises que vous allez ramasser vont vous permettre d'enclencher le développement interne.

Cette fable-là, on n'a pas attendu longtemps pour se rendre compte qu'elle était erronée, que c'était une fable ! On n'a pas attendu longtemps. Dès les années 70, on voyait bien... là il y a un signe intéressant, un marqueur intéressant. Jusqu'en 1973, le Maroc avait une balance commerciale excédentaire.

Habib - Commerciale générale.

Najib - Générale, on exportait plus qu'on importait. A fortiori, bien sûr, alimentaire. Alors, 1973, il y a eu le premier choc pétrolier. Normal. On n'est pas un pays pétrolier. Et donc, premier déficit. Premier déficit dans l'histoire du Maroc indépendant : 1974. Déficit de la balance commerciale. Le taux de couverture des importations par les exportations qui était supérieur à 100, est tombé en dessous de 100. D'accord ? Sauf que, de 1974 à ce jour, on n'a jamais retrouvé même le simple équilibre ! Depuis 1974 les balances commerciales du Maroc sont systématiquement déficitaires. Et depuis une quinzaine d'années, le taux de couverture est même tombé en dessous de 60%. Aujourd'hui, un peu avant le parasitage de la crise de la pandémie, on est autour de 55. Ça veut dire que quand on importe 100, on exporte 55.

Même la balance agroalimentaire. Alors, dans le cas du Maroc, il faut séparer une chose, le poisson (les produits de la mer). Parce qu'on a effectivement une production halieutique qu'on exporte et qui permet un peu d'équilibrer la balance agroalimentaire. Mais si vous enlevez les produits de la mer, c'est-à-dire si vous vous attachez aux produits de l'agriculture, même la balance « agroalimentaire » (produits de l'agriculture) est déficitaire.

Plus grave que cela, on est en état de dépendance, une dépendance qui est particulièrement grave, pourquoi ? Parce qu'on est dépendants, je dis toujours on exporte l'entrée et le dessert et on importe le plat de résistance ! C'est à dire, on exporte les fruits et les légumes, mais on importe le pain, le blé, on importe le maïs, la totalité du maïs. Le maïs, c'est la viande blanche. La moitié du coût de production d'un kilo de volailles, c'est le maïs. On importe la totalité du maïs, à l'origine de la viande blanche, qui est d'ailleurs la viande qui s'est le plus développée sur les dernières décennies. On importe 98% des huiles alimentaires, je parle des huiles de graines parce que ce sont les huiles que consomme la population, c'est pas l'huile d'olive. L'huile d'olive c'est devenu un produit de luxe ! Oui, même si c'est produit ici, c'est un produit de luxe, en raison de son prix. Ce n'est pas le

produit que consomme la population. La population consomme l'huile de graines et l'huile de graines est à 98% importée. Le sucre, on en importe plus la moitié.

Au début des années 60, on importait 100%, ça a été un des premiers résultats quand même assez marquants (de la politique des barrages). Entre le milieu des années 60 et le milieu des années 70, c'est-à-dire en 10, 15 ans, on avait atteint un niveau d'autosuffisance de moitié à peu près. Mais depuis les années 70 on est à peu près en dépendance de 50%. On importe la moitié des besoins. Donc c'est une dépendance qui n'est pas simplement chronique, structurelle, c'est une dépendance qui est réellement névralgique, qui est pesante sur des points extrêmement sensibles. Pour faire simple, c'est l'arme alimentaire. On est à la merci de l'arme alimentaire, mais pleinement. Et je répète, en dépit de tout ce que l'histoire nous apprend, ces choix sont maintenus ! Aujourd'hui les ministres de l'Agriculture parlent comme les ministres de l'Agriculture des années 60-70 ou 80-90... Je vous le répète encore : on n'apprend rien de l'histoire, on n'accumule pas.

Habib - Vous êtes connu, vous publiez beaucoup, vous passez dans les médias, donc il y a des oreilles qui entendent ou des yeux qui lisent ce que vous faites, au sommet de l'État. Comment vous expliquez... est-ce que c'est une forme d'autisme politique et comment vous l'expliquez, pourquoi ? ... Est-ce que vous êtes consulté ?

Najib - Alors « consulté » ? Il y a longtemps et très indirectement, et ça veut dire quoi ? Ça veut dire, par exemple dans les années 80, c'est le ministère qui chapeaute l'étude sur la stratégie alimentaire dont j'ai parlé. L'institut qui est mon organisme employeur me demande de travailler pour cette étude, donc on travaille... Je vous ai dit ce qu'il en a été... les tiroirs !

Après bien sûr, il y a des organismes internationaux qui nous sollicitent, d'autres collègues et moi, en tant que chercheurs dans le cadre du département des sciences humaines. bien sûr qu'on a participé, on a pris part à des études au niveau international, national, ça je peux vous dire que ça n'intéresse pas le gouvernement. Les gouvernements ne sont pas intéressés par ce genre de réflexion. D'ailleurs le pouvoir a toujours eu une vue très méfiante des enseignants-chercheurs, je dirais même en particulier dans le cas de l'Institut Agronomique. Hassan II disait de l'Institut Agronomique que c'était « un nid de vipères », je vous assure, un nid de vipères ! Parce qu'effectivement, il y avait tous les profs dont je vous ai parlé tout à l'heure, pour ne parler que du département des sciences humaines, c'étaient des grosses pointures, mais qui étaient globalement contre les orientations du régime, qui optaient pour d'autres alternatives toutes différentes. Et donc évidemment ça n'arrangeait pas, ça ne plaisait pas au régime.

Et donc un regard très... par exemple, c'est quand même assez révélateur, le plan Maroc Vert, qui est arrivé en 2008 et qui se propose d'être une stratégie globale et veut mettre en œuvre tous les instruments. Dans le plan Maroc Vert, dans ses premières versions c'est à dire jusqu'en 2011-2012, il n'y avait rien sur l'enseignement et la recherche, rien, ça n'existe pas ! Quand on a commencé à dire : Enfin ! vous voulez mettre en œuvre une stratégie sans formation de cadres, sans ressources humaines, sans recherche... après ils ont bidouillé et annoncé quelques intentions, mais en fait ça ne donne rien du tout et à ce jour il n'y a pas de politique de la recherche, il n'y a pas de politique d'enseignement, il n'y a pas de vision en matière de recherche et d'enseignement, de formation du capital humain.

Donc c'est vrai que le régime n'a pas toujours vu d'un bon œil les enseignants-chercheurs.

Personnellement, oui, il y a eu des moments où on m'a demandé, j'ai contribué, par exemple entre 2003 et 2006, à ce qu'on avait appelé *le Rapport du Cinquantenaire*.

Le roi Mohamed VI arrive en 1999, et c'est normal, il demande à faire le bilan, l'état des lieux. Meziane Belfkih qui avait été d'ailleurs ministre de l'Agriculture, qui nous connaissait (les enseignants de l'IAV), qui était quelqu'un d'ouvert, de très ouvert et qui avait l'intelligence de pouvoir conjuguer les potentiels même justement ceux qui n'étaient pas dans les rangs, m'avait demandé de faire le rapport sur l'agriculture. Il fallait faire le bilan des 50 ans. Parce que le rapport du cinquantenaire c'était ça, dans tous les domaines il fallait des gens, pour faire un rapport sur le meilleur et le pire, les politiques, les résultats, etc. Évidemment, Il me connaissait, il savait bien à qui il s'adressait. Moi je n'avais qu'une seule condition, une seule, pas deux, je lui avais dit « une seule condition, je fais mon travail, vous ne changez pas une virgule, c'est tout. J'assume entièrement mon travail, vous le prenez », les rapports devaient ensuite être discutés (c'était normal ...) et il m'avait dit : « Vous allez le présenter dans le groupe, si le groupe le valide je ne touche pas une virgule... si tu défends bien tes idées dans le groupe qui le valide, aucun problème ! ». C'est effectivement ce qui s'est passé et on n'a pas changé une virgule dans le rapport.

Donc, on m'a demandé de faire un rapport et je l'ai fait, oui mais après, je ne parle pas seulement de mon travail (je rappelle, le *Rapport du Cinquantenaire*, en fait, c'est une centaine de rapports, dans tous les domaines y compris la culture, le sport, les enfants...), qu'est-ce qu'on en a fait ? Rien, après on a ramassé tout ça, on a mis ça dans un truc et puis c'est tout ! On a l'art, je vous dis, vous savez, en France, quand vous voulez évacuer un problème, vous créez une commission, et bien au Maroc vous faites un rapport !

Et voilà, jusqu'à la fois suivante, jusqu'au rapport suivant. Cette fois c'est le rapport dudit « Nouveau modèle de développement », on refait l'histoire. Cette fois, on ne m'a rien demandé et je leur ai dit merci !

Habib - C'était un oubli

Najib - Franchement je leur suis reconnaissant de m'avoir laissé en paix.

Habib - Je vais me laisser aller à une question extrêmement naïve, mais je pense que vous comprendrez pourquoi. Comme l'improbable peut toujours arriver, comme disait quelqu'un. Demain vous êtes, Najib Akesbi, à un poste où vous pouvez prendre des décisions, sans contraintes autres que les contraintes classiques de circulation dans le pouvoir, mais vous avez la liberté de définir une politique agricole et de l'exécuter. Quelles sont les 3, 2 ou 3 premières actions que vous prendriez ?

Najib - Alors, je vais vous répondre, mais avant je ne peux pas, parce que vous pensez bien que c'est une question qui m'a été posée plus d'une fois. Et je peux même dire que, bon ce sont des choses dont je n'aime pas parler, mais tu m'as demandé si on avait fait appel à moi ? Bien sûr qu'il y a eu des ministres qui m'ont demandé d'être dans leur cabinet, parmi leurs conseillers, ma réponse a toujours été simple, très simple, c'est de dire, tu as dit un poste de responsabilité, il faut ajouter de pouvoir

Habib - Oui de pouvoir, c'est ce que je voulais dire.

Najib - Si j'avais été à un poste où effectivement je pouvais réellement décider, j'avais la plénitude pour décider des choix, bien évidemment que j'aurais accepté ! Je suis un citoyen. Quand j'étais un militant, qu'est-ce que c'est qu'un militant dans un parti politique ? Il aspire à être au pouvoir ! Il aspire à être au pouvoir pour être en mesure de mettre en œuvre ses idées, donc tout de même c'est évident que cette condition, c'est LA condition, il n'y en a pas d'autres, c'est LA condition. C'est évident que j'aurais dit oui si cette condition était

respectée.

Et je vais répondre mais avant cela, parce qu'il faut quand même bien qu'on soit clair, nous sommes dans un pays, un système politique, le système lui-même se définit comme étant une monarchie exécutive. Et c'est quoi une monarchie exécutive ? C'est une monarchie où le roi, non seulement règne mais gouverne, donc on est dans un pays où la décision, donc les choix, sont définis au niveau du palais, l'essentiel d'ailleurs, c'est tous les jours, si vous êtes au Maroc tous les jours vous apprendrez cela et personne ne peut vous contredire. Il y a un système, la décision est centrée, concentrée au sommet.

Il y a des chefs de gouvernement qui se lâchent, et qui disent les choses. Benkirane par exemple, qui était le chef de gouvernement (entre 2012 et 2017), a dit : « Moi, je suis un haut fonctionnaire de sa majesté ». Cela au moins a le mérite de la clarté. On parle d'un chef de gouvernement et donc d'un parti qui avait la majorité au Parlement, et qui vous dit « je suis un haut fonctionnaire de sa majesté ». Et il a mille fois raisons pour une fois, on peut ne pas être d'accord avec lui, mais là c'était le bon sens, c'était la réalité. On n'a pas le chef du gouvernement qui « exécute » parce qu'il est le chef de l'Exécutif. Le gouvernement dans sa totalité « exécute », il n'y a pas de marge de manœuvre.

Alors, je reviens à votre question. Donc, dans quel cadre accepter ce poste, dont vous parlez ? Quel que soit le poste, peu importe, conseiller, ministre, chef de gouvernement, chef de truc parlementaire, vous êtes dans un système où la décision ne vous revient pas, vous n'avez pas, vous ne pouvez pas décider et donc voilà, c'est ça le seul vrai problème.

D'abord, sachant que le système, lui, est toujours là, je sais parfaitement que je ne pourrais pas être en situation de décider et donc je préfère m'abstenir, voilà ! C'est une réponse de bon sens. Je ne vais pas avoir l'hypocrisie de dire Ah j'aurais voulu mais je n'ai pas ceci ou cela. Si les conditions sont réunies, et je répète que la principale c'est celle qui consiste à vous mettre en position de décider ou pas, tant que cette condition n'est pas remplie, être au gouvernement ou être dans un poste de responsabilité, c'est tout simplement se raconter des histoires, ou raconter des histoires aux autres. Ce sont les 60 ans derrière nous qui en témoignent tous les jours, y compris dans la situation actuelle, avec l'actuel gouvernement.

Bon, maintenant je vous réponds quand-même, théoriquement. Moi j'ai l'agriculture, le monde rural, on en a parlé, j'estime que le péché originel a été de ne pas régler la question foncière, dès les premières années de l'indépendance. C'est dans ces moments de mobilisation populaire, de naïveté aussi un peu, de croyance, d'espérance, qu'il fallait faire les réformes fondamentales et la première des réformes, en la matière, c'est la question foncière, sous ses différents aspects : répartition de la terre, modes d'exploitation, statuts juridiques des terres, statuts fonciers. Aujourd'hui encore, on a encore les statuts *Jemaa*, on a les statuts *Habous*, on a les terres domaniales, évidemment dans le privé vous avez le *Melk*, avec ses variantes et surtout aujourd'hui encore les terres sans titre de propriété. Comment voulez-vous faire de l'économie agricole si vous avez des terres qui ne sont même pas immatriculées, vous n'avez pas un titre ! Vous imaginez la part des terres - encore très faible - qui sont aujourd'hui immatriculées, pour lesquelles le propriétaire a un titre et donc qui peuvent être achetées, vendues. Ainsi, il n'y a pas de marché foncier, il n'y a pas un marché où il y a une offre, une demande, avec des prix issus de cette offre et de cette demande. Quel développement voulez-vous faire ?

Donc, la première réforme, c'est celle du foncier. Je sais qu'aujourd'hui, c'est infiniment plus compliqué, il faut avoir l'humilité et l'honnêteté de le dire, c'est infiniment plus compliqué que si ça avait été fait dans les premières années de l'indépendance, et pourtant il faudra bien

le faire, parce que tant qu'on ne l'a pas fait, on ne peut pas faire grand-chose.

Habib - La difficulté est politique ?

Najib - Bien évidemment. Elle est politique et sociologique, aussi culturelle, oui il y a de réels problèmes sociologiques. Vous avez, par exemple, les terres collectives, c'est quoi les terres collectives ? Ce sont des tribus qui ont vécu sur les terres *Jemaa*, qui avaient au 19^e siècle, une organisation communautaire, la *Jemaa*, qui organisait les travaux etc. Très bien, mais aujourd'hui, ce sont des terres privées qui ne disent pas leur nom. Il y a une réappropriation, et chaque famille est sur son bout de terrain qu'elle exploite. Mais le grand problème, c'est que, puisque que les générations se sont succédé, les familles qui étaient sur le même lot, il y avait une famille de 5 ou 6 ou 10 personnes, maintenant du fait des successions et la multiplication des descendants, vous pouvez avoir 10 familles et 100 personnes sur le même lot. Alors, lorsque l'État veut régler le problème du statut foncier des terres en question ! Dans la procédure, il faut afficher les listes des adhérents, enfin des ayants droits. Et alors, là où vous affichez 100 personnes, vous allez trouver peut-être le double ou le triple de personnes ! Il y en a un qui vit en Allemagne, en Hollande, par exemple, ça fait 30 ans qu'il a émigré en Hollande mais quand quelqu'un lui dit, ah il y a une liste, son réflexe est de dire : "J'ai mon bout de terre, j'ai mon droit sur cette terre", et il a raison, c'est un ayant droit. Ça complique énormément le problème, et je répète encore une fois, c'est aujourd'hui infiniment plus compliqué, plus complexe qu'avant mais il faut le faire et si on ne le fait pas on restera, on tournera en rond.

La deuxième, finalement je reste très classique, l'agriculture c'est quoi, c'est comme le titre de cette revue de l'IAV : "Hommes, terre et eau », c'est la terre, l'eau et les hommes et les femmes de l'agriculture. Je trouve ça très logique, il faut régler le problème de la terre, et il faut aussi régler le problème de l'eau. On a fait une politique de l'eau qui est une politique masochiste, qui est insensée, masochiste parce qu'on se fait mal à nous-mêmes. Déjà la politique des barrages a été une succession d'erreurs, de fautes même, de choix malavisés. Même si, sur le principe, c'est évident que pour un pays qui connaît les problèmes de l'eau comme le Maroc, construire des barrages est une bonne chose, mais tout dépend des choix que vous faites dans le domaine. Est-ce que c'est la PMH (petite et moyenne hydraulique) ou est-ce que c'est la GH (grande hydraulique) ? Quand vous allez dans les choix des systèmes d'irrigation, on en était encore, jusqu'à ces dernières années, sur le système gravitaire, avec lequel on perd la moitié de l'eau en route !

Ensuite comme je l'ai expliqué tout à l'heure, il y a le choix des cultures. On a fait une politique de l'eau qui est autodestructrice pour l'environnement et pour l'homme. Il faudra bien là aussi qu'on apprenne à repenser complètement la politique de l'eau. Commencer par adapter les disponibilités de l'eau telles qu'elles sont, et telles qu'elles sont appelées à encore diminuer, donc adapter nos ambitions à nos possibilités en matière de ressources hydriques. Et donc faire des choix de cultures, des choix de production, qui correspondent d'abord à la demande interne, je répète, la finalité c'est de satisfaire les besoins de la population, c'est évident, et en même temps il faudra tenir compte des possibilités des ressources naturelles.

Voilà et puis il y a l'homme... l'homme, c'est-à-dire la formation. Quand vous savez que, selon des statistiques certes qui ne sont pas récentes, 81% des exploitants sont analphabètes ! Même en supposant que ce chiffre a baissé de moitié, c'est quand même énorme. Quel projet de développement voulez-vous construire avec une population qui reste à moitié analphabète ? En réalité, au-delà, il faut dire qu'il n'y a pas d'agriculture sans un véritable développement du monde rural, l'agriculture n'existe pas sans le monde rural,

et donc il faut s'occuper de l'homme rural et de la femme rurale. Quand je dis l'analphabétisme c'est une dimension, mais il faut tout simplement permettre au rural de vivre sa ruralité, dans la paix et la quiétude, c'est-à-dire qu'il vive dans un monde rural où il fera bon vivre, c'est-à-dire qu'il ait les moyens d'abord, qu'il ait l'école, le dispensaire, les services de base nécessaires. Que l'agriculture puisse le nourrir, lui permettre de vivre, et si ce n'est pas l'agriculture qui le fait, qu'il puisse avoir des activités non agricoles mais qui lui permettent d'avoir des moyens de vivre décemment. Derrière l'agriculture, il y a le monde rural et on ne peut pas imaginer l'agriculture progresser dans un monde rural qui reste aujourd'hui comme il est.

Habib - Par rapport à ce point...

Najib - Vous me demandez trois, j'ai dit trois !

Habib - Merci, je les ai notés !

Najib - Il y a d'autres choses, mais je m'arrête à trois !

Habib - Non mais on peut aller plus loin, mais juste une question un peu parenthèse, quelle est la place que vous donneriez ou que vous donnez déjà ne serait-ce qu'intellectuellement aujourd'hui à la paysannerie. En termes de rôle, de fonction, de rôles pluriels bien sûr, de fonctions plurielles ?

Najib - Paysannerie, paysan. Paysan, pays. Déjà dans l'approche on est sur une idée qu'en fait ce qui définit le paysan c'est le terroir, et le problème est qu'aujourd'hui, en raison de toutes les mutations, de tous les échecs des politiques agricoles ...

Alors, il y a une partie effectivement de la paysannerie qui continue à s'accrocher, à essayer de vivre de la terre mais on le sait, déjà aujourd'hui, l'agriculture ne fait plus vivre l'agriculteur, on le sait depuis longtemps, ça fait 20 ans ou 30 ans qu'on a fait des études au niveau de la Méditerranée, dans le cadre notamment du Groupe *RAFAC* sur l'agriculture familiale (Réseau Agricultures Familiales Comparées), et on sait que la pluriactivité est une donnée de base de la survie.

Au Maroc c'est également flagrant depuis très longtemps. Donc à partir du moment où le paysan ne vit plus du « pays », du terroir, pour vivre il est obligé d'aller travailler dans la ferme du gros propriétaire d'à côté, de faire quelques petites activités de commerce, de service, donc il n'est plus paysan, je veux dire il n'est plus pleinement « paysan », en tout cas tel qu'on nous a appris que ce qu'est le paysan. Ça, c'est une évolution qui est là, que nous vivons, que nous voyons, que nous constatons. Ce fait, objectif encore une fois, c'est une évolution que chacun peut constater, et qui correspond aussi à une politique de l'État.

Au Maroc, là aussi très schématiquement, au début des années 60, lorsque Hassan II est arrivé, globalement sur le plan politique on va dire que les villes étaient hostiles au régime, les villes étaient dans l'opposition, les centres urbains étaient entre les mains de l'Istiqlal et de l'UNFP. Hassan II, pour asseoir son pouvoir, avait besoin de faire des alliances. Il a fait des alliances avec les... alors, pas avec le paysan, pas avec « le monde rural », mais avec les notables ruraux. Vous avez des écrits de Rémi Levau, Waterbury a aussi écrit pas mal de choses là-dessus. Donc il avait besoin de faire cette alliance avec les notables ruraux, et évidemment que pour les avoir comme alliés, il devait leur faire des faveurs. Ceux qui voulaient récupérer les fermes des colons en sous-main, il a fermé les yeux, après, la politique des barrages aussi a d'abord profité à ces notables etc., donc une politique qui a

enrichi les notables.

Je ne veux pas être systématique, il y a eu quelques régions où la politique des barrages a quand même concerné aussi les petits et moyens agriculteurs, je pense par exemple au périmètre du Doukkala, où on fait la culture de la betterave sucrière. Bon, on ne peut pas dire que ce sont des gros exploitants, mais ça reste quand même peu significatif dans le tableau global. Dans le tableau global, ceux qui ont profité des politiques agricoles, de la politique des barrages jusqu'au plan Maroc Vert, ce sont d'abord les gros exploitants agricoles, les notables, les nouveaux riches que, d'ailleurs les médias appellent les « nouveaux agriculteurs ».

Cette réalité-là, au niveau politique, elle se traduit par le fait que, bien sûr, ce sont eux qui vont se retrouver au niveau du parlement, de la chambre des conseillers, quelquefois même ministres, quelquefois dans les associations professionnelles, dans les lobbies professionnels. C'est quand même eux qui ont réussi pendant 30 ans à différer, jusqu'à aujourd'hui, l'imposition agricole. Et en 2014, on a mis en place un système qui maintient la non-fiscalisation de l'agriculture pour 99,9% des agriculteurs, pour vous dire ! Ils arrivent quand même, à ce jour, à imposer un « système » qui fait que la fiscalité ne les concerne quasiment pas !

Bon, donc, on va revenir à votre question ! Dans tout ça, les paysans, le paysan tel qu'on l'a dans l'imaginaire (parce que, je répète encore une fois, dans la réalité, il faut le chercher le paysan, il ne compte pas !). Il compte à un moment, je vais vous dire, quand est-ce qu'il compte, il compte à la veille des élections. Parce que là aussi, il faut revenir au système politique, tout le monde le sait aujourd'hui, nous avons un système politique où le parlement aujourd'hui c'est quoi, ce sont des notables, c'est-à-dire des marchands de voix, on sait que chaque notable, que ce soit d'ailleurs dans les milieux urbains ou en milieu rural, il a sa clientèle, ça s'appelle maintenant une clientèle politique qu'il tient de différentes manières. Les moyens d'acheter les voix, d'acheter les fidélités, sont multiples, inutile d'entrer dans les détails.

En tout cas, en milieu rural, chaque notable « tient » sa clientèle. Dans sa clientèle, il peut y avoir ce que vous pouvez appeler des paysans. Mais, concrètement, ils vont voter pour un notable qui ensuite va se retrouver dans les instances de, je n'ose pas dire de décision, parce que le lieu de la décision n'est pas au parlement, mais en tout cas, ce notable va être dans une instance où quand il peut déterminer une politique, il va la déterminer d'abord en fonction de ses propres intérêts, pas de ceux de la paysannerie, celle qui a voté pour lui. Il va « l'oublier » pendant 4 ans, puis il va se rappeler de leur existence 6 mois avant les élections, c'est comme ça que ça se passe, à ce jour encore, oui ! Si la paysannerie avait malheureusement un quelconque poids on l'aurait su depuis longtemps, on l'aurait su à travers justement des mesures de politique qui auraient bénéficié à la petite paysannerie, au monde rural, mais ce n'est pas le cas.

Habib - A qui appartient le capital agricole au Maroc ? Est-ce qu'il existe un capitalisme agricole au Maroc et à qui appartient-il ?

Najib - C'est un vaste sujet et il y a différentes manières de vous répondre.

Moi, c'est peut-être encore le biais de ma formation, quand j'ai des statistiques, des faits objectifs, des choses palpables que je peux analyser, je peux répondre, quand je n'en ai pas, c'est difficile, je n'aime pas être dans l'approximation ou dans les interprétations sujettes à caution, donc vous dire déjà est-ce qu'il y a un capitalisme au Maroc ? Et puis, s'il

faut garder ce mot, moi je préfère parler de capitalisme de connivence, *crony capitalism*, c'est quoi ? c'est très facile à comprendre, ça veut dire qu'on a les apparences d'un système où vous avez une élite qui peut passer pour être une « bourgeoisie » avec évidemment des mécanismes d'exploitation de, ça peut être la paysannerie, comme vous dites, ça peut être des travailleurs, des salariés, etc. Mais ce qui caractérise ce capitalisme-là, ce n'est pas le marché, pas la compétition, pas la plus-value, ce qui caractérise ce capitalisme-là c'est d'abord la rente. C'est quoi la rente ? ça veut dire que l'élite (on préfère l'appeler « l'élite »), qui s'enrichit, ne s'enrichit pas à travers les mécanismes du marché, parce qu'elle réalise des gains de productivité, améliore la qualité des produits, gagne des parts de marché, pas du tout ! Elle s'enrichit à travers les faveurs hors marché, qu'elle va obtenir du pouvoir politique. Les gros agriculteurs au Maroc, ils s'enrichissent comment ? Ils s'enrichissent d'abord en obtenant les faveurs du pouvoir politique, les subventions, les « plus-values » qu'ils réalisent mais à travers l'enrichissement par le foncier. Par exemple lorsque vous avez un barrage qui va être installé, si vous avez le bonheur, la chance, l'incroyable privilège d'être « au courant », eh bien, c'est évident, vous allez acheter une terre dans le périmètre, et dans un an ou deux, sa valeur va être multipliée par 10. Alors, vous êtes enrichi, mais est-ce que vous êtes enrichi par votre travail, par votre activité de capitaliste ? Non.

Donc le capitalisme de connivence c'est en fait un jeu, une dualité entre le pouvoir politique et cette élite-là, c'est à dire qu'en fait le pouvoir a besoin de cette élite, donc il l'achète. Il l'achète par les faveurs, par la rente. Mais en même temps cette élite-là, elle tire son épingle du jeu et l'utilise à son profit. D'un côté, elle est évidemment asservie, elle est fidèle au régime, mais en même temps elle tire son avantage de ce régime et s'enrichit, c'est un peu le jeu de « je te tiens, tu me tiens par la barbichette » ! D'ailleurs, le pouvoir ne s'embarrasse pas de le faire savoir, lorsque vous avez quelquefois des velléités d'autonomie de la part de cette élite. Dans les années 90, c'est très significatif, entre 1995 et 2005, vous avez eu une parenthèse intéressante, parce que pour une fois vous avez eu deux présidents de la CGEM (la CGEM, c'est la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, c'est le patronat), qui ont commencé à exprimer quelques velléités d'autonomie, simplement d'autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. Eh bien, la foudre leur est tombée dessus ! La foudre, c'est à dire que, en 1996, on a inventé du jour au lendemain une « campagne d'assainissement » qui a abouti à envoyer quelques patrons en prison, qui a accusé d'autres de fraude, de différents maux, etc. En 2003, je crois, ou 2002, Hassan Chami, qui était le patron de la CGEM, avait commencé simplement à dire qu'il n'était peut-être pas très sain que le pouvoir politique soit en conflit d'intérêt avec le monde de l'économie, c'est à dire qu'on ait en même temps une casquette politique et une casquette économique, que le monde des affaires, justement, un système réel véritablement capitaliste, suppose plutôt une loyale et saine compétition sur le marché et qu'on ne peut pas faire de la politique et en même temps faire des affaires. Il avait dit des choses qui sont de bon sens, que tout le monde pense bas, mais ne disait pas haut. Eh bien, la foudre lui est tombée dessus, il a eu dans les semaines qui ont suivi des contrôles fiscaux (vous voyez comment on peut utiliser la fiscalité pour mettre au pas les récalcitrants !), on lui a envoyé des contrôles de toute sorte, et évidemment il a été jeté dehors. D'ailleurs, depuis 2006, il n'y a plus réellement d'élections pour ce poste, c'est-à-dire il y a un semblant d'élections, mais en réalité lorsque l'échéance arrive, tout le monde attend quel va être « le candidat du palais », tout simplement, et quand le candidat qui est celui du palais se déclare, tout le monde s'écrase, et va mettre un bulletin dans l'urne, et c'est terminé !

Pour revenir au *crony capitalism*, c'est une relation d'intérêt mutuel entre le pouvoir politique et cette élite-là qui peut être dans les villes, dans les campagnes etc., de ce point de vue-là c'est la même chose. On nourrit et on se nourrit de la rente et non pas du profit capitaliste, on est plus dans la logique de la rente, que dans la logique du profit. Et donc, à partir de ce moment-là vous avez un système politique qui veille à ce que tout ça continue, à ce que

tout ça se pérennise. Où sont les paysans dans tout ça, dont vous parlez, où sont les paysans ?...

Habib - Je pense que vous les connaissez, s'ils existent encore et quelle que soit leur situation, vous les connaissez mieux que moi.

Najib - C'est évident qu'il y en a encore et c'est important, n'oubliez pas quand même qu'on est dans un pays où il y a encore 13 millions de ruraux, même si je répète que les statistiques récentes n'existent pas encore, on doit être encore autour de 1,5 million d'exploitations. Donc les paysans sont encore là, mais votre question était quel est leur pouvoir, et je vous ai répondu là-dessus.

Habib - Je pensais à une question parallèle peut-être qui n'a rien à voir avec ce qu'on vient de dire, vous continuez à être militant politique ? vous l'avez été ? Est-ce que vous avez envie d'aborder cet axe-là ?

Najib - Envie, pas envie, ce n'est pas la question. En ce moment, c'est assez particulier.

Lorsque je suis arrivé à la politique active, je suis tombé dans le chaudron, dans la marmite du socialisme. Je dois dire honnêtement que je n'ai jamais été attiré par, sans connotation péjorative, les extrêmes. Par exemple au Maroc, je respecte infiniment les militants qui ont été dans le mouvement du 23 mars, ceux qui sont maintenant encore dans *Annahj Addimokrati* (La voix démocratique). Parmi eux il y a de réels, de véritables militants que je respecte beaucoup. Mais personnellement je suis plus pour le changement par la réforme que par la révolution. Pour faire simple, je crois, ou je veux croire - même si malheureusement, plus le temps avance et plus cette croyance est malmenée - mais je veux croire qu'il est possible de changer, pacifiquement. Donc, très naturellement, j'étais dans le parti socialiste, l'Union Socialiste des Forces Populaires pendant 30 ans, et puis ça a donné ce que ça a donné, qu'est-ce que je vais dire, un immense gâchis. C'est à dire que vous aviez un parti qui était au firmament de sa popularité, de sa perception par les masses en tant qu'alternative.

Imaginez, dans les années 90 on se serait retrouvés, on aurait discuté, on aurait dit : bon, le régime il est ce qu'il est, la situation est mauvaise, mais dans ces années 90, quand on avait terminé de critiquer ce qui existait, on pouvait très sereinement et très logiquement dire : oui mais il y a une alternative ! Une alternative de gauche, crédible. L'essentiel des cadres de ce pays-là étaient à gauche, et l'islamisme politique n'existait pas vraiment. Et puis, il faut le dire, Hassan II a eu ce coup de génie de récupérer ce qui faisait fonction d'élites, dans cette gauche. Il a ramassé la mise évidemment !

Mais à la limite, moi je dis toujours que ce n'est pas ça le problème, à la limite des gens qui ont retourné leur veste, il y en a toujours eu dans l'histoire et il y en aura toujours. Le plus grave est que, lorsque l'USFP a quitté le champ de la contestation, pour s'intégrer au régime, dans le régime, sans condition, avec les résultats qu'on a vus, le plus grave est que ce faisant, elle a vidé les lieux, elle a laissé le champ de la contestation libre, et les islamistes s'y sont engouffrés ! Jusqu'aux années 90, la contestation de ce régime était une contestation de gauche avec toutes les valeurs que cela porte, toute l'alternative que cela implique. Au tournant des années 2000, la contestation est devenue islamiste. C'est à dire conservatrice, c'est à dire passéiste, c'est à dire moyenâgeuse. Vous voyez le changement, extrêmement grave, la responsabilité de cette élite, qui a failli, qui s'est jetée dans les bras du régime, corps et âme, et qui a laissé la place de la contestation vide, sa responsabilité est très grande, et le résultat eh bien on l'a vu ! les islamistes sont arrivés au gouvernement,

et jusqu'à maintenant, nous en vivons les conséquences. Deuxième conséquence extrêmement grave, c'est le coût, très lourd, qu'on continue de payer. Il fût un temps en France, où on disait qu'il ne fallait pas « désespérer Billancourt », signifiant par là qu'il ne fallait pas désespérer le peuple, le peuple de gauche. Or là, on l'a vraiment désespéré ! on l'a désespéré.

La *Nakba*, la *Nakba* de la gauche marocaine c'est ça, la *Nakba* pour nous a eu lieu en mars 1998...

Habib - Je peux vous renvoyer la question en vous disant mais vous étiez dans cette élite, vous Najib Akesbi

Najib - Je suis en train de vous dire que parce que j'ai contesté tout cela, je suis sorti de l'USFP ! Mais, on n'a pas le temps de parler de tout, mais je peux vous dire que nous les contestataires de tout cela, on était la majorité, la vraie majorité du parti.

Qu'est-ce qu'on a demandé pendant des années ? On est restés dans le parti, et on n'a demandé qu'une seule chose, on était un groupe de cadres, la jeunesse du parti était avec nous, le syndicat était avec nous, les intellectuels étaient avec nous, et on avait fait un document, on l'avait appelé d'ailleurs « Fidélité à la Démocratie », on ne demandait rien d'autre que la démocratie interne ! C'est-à-dire quoi ? On demandait un vrai congrès, où les militants décideraient, c'est tout, s'exprimerait sur la base des plateformes concurrentes, on était pour la pluralité des courants, chaque courant qui a quelque chose à expliquer présente une plateforme, il y a un vote, et que la meilleure gagne, c'est tout ce qu'on a demandé.

Quand on s'est rendu compte, enfin quand, on a constaté qu'évidemment ceux qui détenaient le parti, qui étaient déjà au gouvernement n'avaient absolument aucune envie de donner la parole à qui que ce soit, aucune voix de contestation n'était autorisée, c'est à dire que non démocratiquement, on nous a empêchés d'exister, tout simplement. Et alors, la conséquence c'est que là, nous on est partis, mais la plus grande partie finalement des militants, des sympathisants, l'immense peuple de gauche s'est retiré de la scène. Une partie, comme on dit chez nous, est « rentrée chez elle » et s'est mise à cultiver son jardin, on ne veut plus entendre parler de politique, terminé ! Une autre partie a viré chez les islamistes, une bonne partie des gens qui sont dans les PJD ont été des anciens *Ittihadis*, des ex de l'USFP ; d'autres sont restés encore plus dans la fuite en avant, sont donc restés dans le régime, même lorsque le gouvernement de Yousfi est parti, ils sont restés dans l'appareil de l'État, parce que ce qui les intéressait c'étaient les postes, ce n'étaient pas les réformes.

Bref, les dégâts à ce niveau-là ont été incommensurables. J'avais écrit ça, à l'époque, j'avais dit alors : « On en a pris pour 15 ans ! », « on », c'est à dire nous, la gauche, « on en a pris... », comme si on rentrait en prison et on avait 15 ans pour remonter la pente et en sortir. On était en 1999 ou 2000, on est en 2022 ! Je me rappelle qu'à l'époque des amis me disaient gentiment, mais quand même, 15 ans ! Tu es un peu pessimiste là. Comme j'aurais voulu ! Mais j'étais plutôt optimiste parce qu'on est loin du compte, on voit bien dans quel état se trouve la gauche. Lorsque nous avons quitté l'USFP, tout le groupe, avec notamment Mohammed Sassi, Mohammed Hafid, Khali Soufiani, ça ne nous intéressait pas de créer une énième boutique politique, ce qui nous intéressait c'était vraiment de nous engager dans un véritable travail de refondation de la gauche, notre moteur, c'était la refondation de la gauche. C'est à dire arriver à agréger, il y avait plein de mouvements plus ou moins grands, plus ou moins petits, de gauche, et notre objectif était de les réunir, et un premier pas a été réalisé : on a créé en 2006 le PSU, Parti Socialiste Unifié, vous voyez ce que ça veut dire.

On avait réuni effectivement différents partis.

Vous me posez la question aujourd'hui, malheureusement, je dois constater encore que cette expérience a échoué, je ne vais pas rentrer dans les détails parce que ça n'a aucun intérêt, mais ce que j'en tire, c'est que, on sait depuis longtemps « préservez moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge », le danger cette fois-ci est venu de l'intérieur, les dérives, les dérives les plus graves sont venues de l'intérieur. A ce moment-là, moi ce que je peux vous dire clairement, ce que j'ai dit à mes amis : Je ne risque pas, à mon âge, de changer de camp, je n'ai pas changé à 30 ans je n'ai pas changé à 40 ans, ce n'est pas maintenant que je vais changer, mais je ne crois pas honnêtement que je sois disposé aujourd'hui à m'engager dans une énième expérience, à m'engager à nouveau dans une expérience. Je ne décourage personne, aujourd'hui pour moi s'il y a une alternative, elle est d'abord en termes de génération, s'il existe encore des jeunes - et je pense qu'ils existent heureusement-, qui veulent porter le flambeau on est là pour les accompagner, on est là avec eux, c'est évident ! On va aller les soutenir.

Habib - Vous allez devant ou derrière ?

Najib - Derrière, derrière, pas devant, justement, c'est toute la différence. S'il y a des jeunes qui veulent être devant, nous, on est là, s'ils nous demandent, on est là évidemment à leur service mais c'est à eux de décider... Ma génération, je suis obligé de le dire, ce ne sont pas des choses qu'on dit avec plaisir, mais je suis obligé de constater qu'on n'a pas réussi, voilà, c'est tout, il faut le dire simplement, on n'a pas réussi.

Habib - C'est aussi le constat de l'universitaire ?

Najib - Non, honnêtement, non, bien heureusement !

Habib - Je voulais juste finir avec une note positive

Najib - Ce n'est pas la question de terminer sur une note positive ou négative, mais honnêtement je trouve que je me suis épanoui dans mon métier, j'ai progressé, j'ai toujours progressé, je n'ai jamais eu l'impression de stagner. J'ai toujours un réel plaisir à exercer mon acte d'enseignant, d'échange avec les étudiants, de recherche, je suis heureux ! Pour le dire tout simplement, j'ai toujours été quelqu'un qui se réveille le matin et est heureux, vraiment heureux, d'aller à son travail, il n'y a pas une journée ou un matin où je me disais non, je n'ai pas envie d'aller au boulot, je n'ai pas connu ça, et c'est ça le bonheur. C'est pour ça que je ne peux pas dire que professionnellement je n'ai pas été heureux... évidemment, quand je parle professionnellement, j'entends enseignant chercheur, je n'ai jamais cherché à être ni directeur ni chef de ci ou de ça. Bon il se fait que, effectivement, mes collègues, mes amis avaient insisté un certain moment pour que je sois chef du département, j'ai été chef du département, pendant près de 8 ou 10 ans je crois. J'espère que je me suis acquitté de ma tâche du mieux possible. Mais professionnellement, je le répète, j'ai été heureux. Mon choix professionnel, je suis heureux de l'avoir fait, je ne l'ai jamais regretté, jamais. Si j'étais resté sur la trajectoire d'expert-comptable, cadre supérieur dans une multinationale, je pense que réellement je n'aurais pas été heureux, mais là heureusement, je le dis tranquillement, je pense avoir fait le choix qui me correspond, qui me convient, je ne veux même pas dire le bon ou le mauvais choix, le choix qui me ressemble et donc professionnellement j'ai été heureux.

Habib - Le choix qui vous ressemble, et qui est à la fois est utile

Najib - J'espère avoir été utile. Je crois que c'était Joan Robinson, qui disait : " je suis économiste, mais j'espère avoir gagné honnêtement ma vie, en exerçant mon métier d'économiste". Donc, j'espère avoir été utile dans mon travail.

Habib - Si je n'ai pas oublié un point ou une question quelconque...

Najib - Franchement je reste sur ça, sincèrement c'est un immense bonheur pour moi cet échange, cette relation qu'on établit avec un étudiant, et même maintenant à l'âge où je suis j'ai des étudiants que je rencontre. L'autre jour d'ailleurs à titre d'anecdote j'allais faire une conférence dans le groupe parlementaire du PJD, du PJD ! (Pour moi, il n'y a pas de problèmes, à partir du moment où je vais dire ce que je pense, sans aucune censure...). Le chef du groupe parlementaire m'invite, et je vais faire ma conférence. En arrivant dans la salle, il y a deux personnes qui viennent vers moi, des barbus avec des barbes blanches, qui me sautent au cou : *Oustad, oustad* ! vous étiez notre professeur... bref ils me gratifient de louanges. C'étaient des anciens étudiants de l'Institut Agronomique. Il est vrai que maintenant, tout le temps je rencontre des étudiants, des anciens, et c'est très gratifiant, la satisfaction morale de rencontrer une personne qui a fait sa vie, qui a réussi d'une manière ou d'une autre, et qui vous exprime une sorte de reconnaissance, qui vous dit que vous l'avez à un moment de sa vie marqué par quelque chose, vous avez laissé une trace, ça c'est une satisfaction morale, qui n'a pas de prix.

Habib - Merci beaucoup.

Najib - Je vous en prie.